



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## généralités

Question écrite n° 60353

### Texte de la question

Mme Catherine Troallic attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire. Lors de la 17e conférence des parties à la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques, M. Nwanze, président du Fonds international de développement agricole soulignait que la sécurité alimentaire et le changement climatique étaient intimement liés et qu'ils constituaient les deux plus grands défis de l'humanité au 21e siècle. Dans le même sens, dès 2009, à l'occasion du sommet sur le changement climatique à Copenhague, le rapporteur spécial des Nations-unies sur le droit à l'alimentation déclarait que « le changement climatique est une bombe à retardement pour la sécurité alimentaire ». À chaque conférence sur le climat, le sujet est abordé mais il est parfois circonscrit à certains territoires particulièrement exposés notamment les zones arides comme lors de la 18e édition, par exemple. Pourtant si le réchauffement climatique risque d'impacter plus fortement les pays les plus vulnérables et les populations défavorisées, il aura aussi d'importantes conséquences pour l'ensemble des pays du monde. Dans le second volume de son cinquième rapport, le GIEC alerte lui aussi sur les conséquences des changements climatiques sur la sécurité alimentaire. Elle l'interroge donc sur la place qu'occupera la question de la sécurité alimentaire dans le cadre des négociations qui se dérouleront lors de la 19e conférence des parties à la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques à Paris en 2015. Elle l'interroge enfin sur les actions menées par la France dans le cadre de sa politique de coopération et d'aide au développement permettant de lutter à la fois contre le réchauffement climatique et contre la faim.

### Texte de la réponse

La sécurité alimentaire est au coeur de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'article 2 y fait explicitement référence à la production alimentaire. Bien que l'agriculture soit un sujet délicat à aborder dans le cadre des négociations climat, les récentes négociations qui ont eu lieu à Bonn en juin 2014 ont permis des avancées. Toutefois, à ce stade, la place qui sera accordée à la sécurité alimentaire lors de la Conférence Paris Climat 2015 ne peut être anticipée car cela dépendra de la volonté des Parties d'avancer dans ce cadre. La France se mobilise pour lutter à la fois contre le réchauffement climatique et contre la faim. Ces priorités sont inscrites dans la loi d'orientation et de programmation relative à la politique nationale de développement et de solidarité internationale, récemment votée par le Parlement. A titre d'exemple, l'Agence française de développement s'engage à ce que 50 % de ses financements dans les pays en développement dans les secteurs pertinents, dont ceux relatifs à la sécurité alimentaire, présentent des co-bénéfices « climat ». Ainsi, en 2013, plus de 2,4 Md d'euros ont été engagés en faveur du climat. 65 % des 518 millions d'euros dédiés à l'adaptation sont dirigés vers le secteur agricole, et 59 millions d'euros sont dévolus à l'atténuation dans les domaines de l'agriculture et de la forêt. De plus, la France soutient fortement, depuis sa création il y a plus de 40 ans, le groupe consultatif de recherche agricole internationale, partenariat mondial de recherche agricole qui oeuvre à réduire la pauvreté, à accroître la sécurité alimentaire, à améliorer la santé et l'alimentation des populations ainsi qu'à assurer une gestion plus durable des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique. Les organismes français de recherche figurent au tout premier plan des acteurs de ce

partenariat dont la structure de pilotage stratégique est implantée, grâce à une forte mobilisation de l'Etat et des collectivités territoriales, à Montpellier.

## Données clés

**Auteur** : [Mme Catherine Troallic](#)

**Circonscription** : Seine-Maritime (8<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 60353

**Rubrique** : Environnement

**Ministère interrogé** : Affaires étrangères

**Ministère attributaire** : Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [15 juillet 2014](#), page 5905

**Réponse publiée au JO le** : [5 août 2014](#), page 6646